



Surpopulation carcérale L'inacceptable réalité

En juillet 2018, la CGT Insertion Probation s'alarmait d'une surpopulation carcérale qui venait de dépasser le seuil des 70000 détenus. 8 ans plus tard rien ne s'est amélioré loin de là... Ces dernières années ont été marquées par une inflation des peines de prison rendant la situation intenable.

Avec 87 000 personnes détenues, la France bat tous les records d'indignité : jusqu'où va-t-on aller ??

La journée de mobilisation en cours dénonce légitimement cette trajectoire, qui nous envoie tout droit dans le mur.

Cette situation de crise se retrouve évidemment au Centre Pénitentiaire de Gradignan qui avec 1 200 personnes détenues hébergées pour 539 places, connaît un taux d'occupation global dépassant les 200%.

Au-delà de cet instantané, ce sont à l'année plus de 2 400 personnes qui entrent et sortent de l'établissement. Des allées et venues incessantes, génératrices de tensions constantes.

Résultat ? Des cellules triplées de manière systématique : 3 personnes dans 9m² matelas au sol et toilettes comprises, autant dire AUCUN espace de circulation.

Une vie quotidienne insupportable pour les personnes détenues annihilant toute notion d'intimité.

Un accès aux promenades et activités insuffisant au regard de l'impossible vie en cellule.

Des transferts en opportunité aux 4 coins de la DISP afin de se délester du trop-plein de détenus, sans considération pour le maintien des liens familiaux.

Un accès aux soins, à l'école, au travail, aux formations qui est totalement saturé.

Des difficultés constantes dans la construction d'un projet de sortie.

Si la situation est insupportable pour les personnes détenues, il en va de même pour les professionnels intervenant en détention : personnels de surveillance, personnels d'insertion et de probation, personnels administratifs, personnels hospitaliers, de l'éducation nationale... Tous sans exception subissent cette surpopulation et ce turn-over qui met à mal leur fonctions, les confrontent constamment à la gestion impossible de leurs missions, à des situations de crise, à des tensions, de la violence verbale, parfois physique et souvent institutionnelle (faute de pouvoir prendre en charge les personnes détenues de manière correcte) ... L'usure issue de cette réalité de travail est immense, d'autant qu'elle ne s'accompagne d'aucune perspective de retour à la normale.

La situation est connue de tous, les politiques promettent depuis des décennies de régler le problème, mais se complaisent dans un discours populiste sécuritaire électoraliste.

La gestion des problématiques sociétales ne se réfléchit que de manière coercitive avec, in fine, encore et toujours la peine de prison comme sanction, comme si l'incarcération réglait des problèmes, alors qu'elle ne fait au contraire que les multiplier.

Le Projet de loi SURE en est un nouvel exemple qui ne fera encore une fois qu'aggraver la situation.

La CGT SPIP 33 ne peut que s'associer aux protestations en cours et appelle de ses vœux l'ouverture d'une réflexion sur une autre politique pénale.

Pour sortir de cette surpopulation il faut inventer d'autres modèles, développer les alternatives à l'incarcération, arrêter les comparutions immédiates, dépénaliser un certain nombre d'infractions...

Bref, il faut changer les références d'un système à bout de souffle pour permettre, comme l'ont fait certains pays européens, d'entrer enfin dans une décroissance carcérale.